

Où en est la Hongrie avec le FMI?



L'évènement politique de cet été aura sans

doute été le pied de nez du gouvernement au fonds monétaire international. Le FMI demandait alors au nouveau gouvernement de poursuivre l'effort d'assainissement des comptes publics sans quoi la dernière tranche (5 milliards d'euros) du prêt accordé à la Hongrie en 2008 ne serait pas versée, ce que le gouvernement avait refusé afin de montrer sa volonté de rupture avec l'équipe précédente. Cette attitude avait provoqué le départ du chef de la mission du FMI en Hongrie et ainsi l'arrêt des négociations. Point sur les relations entre la Hongrie et le FMI.

En 2008, la Hongrie avait convenu avec l'UE et le FMI qu'elle ramènerait son déficit à 3,8% fin 2010 et 3% fin 2011. C'est l'objectif que le Fidesz avait refusé de poursuivre, promesses électorales obligent, à son arrivée au pouvoir. Plus précisément, le FMI a jugé mauvais le moyen que le gouvernement hongrois prévoyait d'employer pour atteindre cet objectif: la taxation des institutions financières. Le fonds monétaire a aussi sursauté lorsqu'il a appris que le Parlement avait voté la semaine dernière le prélèvement de 560 milliards de HUF sur les entreprises de télécommunications, de l'énergie et de la grande surface pour atteindre l'objectif des 3%. On pourrait donc penser que ça y est, la rupture est entièrement consumée. C'est ne pas tenir compte des récentes déclarations de certains ténors de la majorité ou tout simplement du Premier ministre lui-même. Ce dernier a en effet remercié le FMI pour ce qu'il a apporté aux hongrois ces deux dernières années. Le maire de Debrecen et vice-président du Fidesz, Lajos Kósa a quant à lui souligné sur la chaîne ATV que sans le FMI le pays aurait fait faillite. On est loin du climat de cet été qui était caractérisé par l'amalgame que faisait sans

cesse le Fidesz entre le FMI et les socialistes. D'ailleurs, au-delà des coups médiatiques et électoraux ainsi que des taxes temporaires, les mesures prises par la nouvelle majorité et les recommandations faites par le FMI ne forment en fait qu'un tout. En effet, l'impôt proportionnel, la baisse de la fiscalité sur les entreprises, la réduction de la bureaucratie, l'absence totale de mesures envers les retraités et les classes populaires constituent le discours du FMI depuis qu'il existe. De quoi bien nuancer le fameux pied de nez. Il est par ailleurs à noter que les trois premières tranches du prêt permettront à la Hongrie de se passer de la dernière jusqu'en janvier 2011. La question du versement de la dernière interviendra donc au moment où M. Orban prendra la présidence du Conseil de l'Union Européenne. Il serait très étonnant que le chef du gouvernement débute son mandat par un nouvel affront au FMI et à l'UE. Il se rangera, à n'en pas douter.

Yann Caspar

•
Catégorie
Agenda Culturel